Communiqué de presse

Mardi 1er novembre 2022

Relogement des familles du parc de l'Alliance : la Ville réclame une solution pérenne !

Un bidonville s'était constitué au Parc de l'Alliance de Grenoble. Les services de la préfecture de l'Isère l'ont évacué le mardi 25 octobre.

Si la Ville ne remet pas en cause la nécessité de cette démarche pour la tranquillité du voisinage, la situation des ménages occupants - eût égard au risque de baisse des températures et pour leur permettre un accès à l'hébergement - et celle des agent-es de la bibliothèque de l'Alliance – qui sont allées au-delà de leur mission de service public en accueillant les familles du parc, et que la Ville remercie de leur générosité au quotidien –, si la Ville salue le calme avec lequel cette évacuation s'est déroulée, elle regrette qu'aucune solution pérenne n'ait été proposée par l'Etat.

En effet, trois jours après l'évacuation, seule une partie des personnes présentes sur le site de l'Alliance ont été prises en charge. Certaines n'ont obtenu que deux à trois nuits d'hébergement. En conséquence, de nombreuses personnes errent de nouveau dans la commune de Grenoble et s'installent dans des locaux vacants, des parcs ou sous des ponts faute de propositions et de perspectives sur le moyen terme.

A quelques heures de la trêve hivernale, à l'heure où le Ministre délégué à la Ville et au Logement annonce qu'aucun enfant ne dormira à la rue pour Noël, de nombreux enfants scolarisés dans les écoles de Grenoble sont sans solutions d'hébergement.

La Ville demande à l'Etat de « sécuriser les parcours d'hébergement, d'insertion et de continuité de scolarisation et garantir ainsi l'inconditionnalité de l'accueil de toutes et tous » et réclame une prise en charge effective et pérenne des hommes, femmes et enfants encore dépourvus de solutions.

Compte tenu des défaillances de droit commun et du manque cruel de places d'hébergement, la Ville de Grenoble est disposée, comme toujours, à mettre à disposition des biens afin que les annonces du gouvernement se traduisent par une réalité territoriale, avec un accompagnement de l'Etat.

Si les représentant-es locaux de l'Etat n'ont pas les moyens d'assurer leurs missions, il est urgent de le signifier en haut lieu. La Ville de Grenoble s'engagera alors auprès des institutions compétentes pour réclamer plus de moyens.

Aujourd'hui 4 familles de l'ex bidonville du parc de l'Alliance se sont installés dans des locaux désaffectés faute de propositions d'hébergement.

La Ville de Grenoble a donc trouvé comme à chaque fois des solutions transitoires le temps que l'Etat les prenne en charge.

Nicolas Kada, Adjoint au Maire de Grenoble délégué à la Coordination de l'Action sociale, déclare : *«Comme souvent les travailleuses et travailleurs sociaux du CCAS se démènent pour accompagner et proposer des solutions quand l'Etat fait défaut. Nous sommes comme toujours partenaires mais il faut vraiment mettre à disposition plus de moyens pour l'accompagnement social et les lieux. »*

Laura Pfister, Adjointe en charge de l'Egalité des droits, signifie : *« Il est urgent que tous les habitants des bidonvilles fassent l'objet d'un traitement égalitaire et que les diagnostics sociaux soient communiqués à chaque famille au préalable de chaque évacuation et que l'on sache en amont les modalités de prise en charge : hôtel, hébergement etc.»*

Isabelle Peters, Première adjointe du Maire de Grenoble, déléguée au Secteur 5, conclut : *« Si l'objectif pour l'Etat était seulement de faire disparaître le bidonville, c'est une réussite. Si c'était de rendre invisible les familles vulnérables, c'est une réussite. Si c'était de faire croire que tout le monde a été pris en charge, c'est un succès.*
Notre constat, c'est que moins de la moitié des personnes présentes dans le bidonville a été prise en charge. Des dizaines de personnes sont à nouveau en situation d'errance. »